

<http://collectiflieuxcommuns.fr/?459-un-pouvoir-stable-a-besoin-de-se>



Un pouvoir stable a besoin de se justifier

- Nos textes - Textes de sympathisants - Groupe de réflexion politique d'Annecy -

Date de mise en ligne : jeudi 13 septembre 2012

Copyright © Lieux Communs - Tous droits réservés

Ce texte a été écrit par un groupe de réflexion politique d'Annecy (grdp74 gmail.com) aux influences (C. Castoriadis), aux thématiques (égalité, pouvoir, autogestion) et aux objectifs (émancipation, développement d'une activité réflexive et militante exigeante dans le but d'une transformation radicale et égalitaire de la société) parfois proches des nôtres. A leur demande nous les publierons peu à peu, avec ou sans commentaires de notre part, selon l'importance de nos divergences.

C'est une des fonctions de notre site et notre collectif de mettre en rapport des groupes semblables et de susciter des échanges sur des thèmes encore trop peu discutés.

Comme nous l'écrivions pour présenter la rubrique *« documents de travail »* ; *« Quelques textes, extérieurs ou non, qui nous semblent important d'investir. Il s'agit ici de documents de travail, voire en travail, et ne reflètent pas forcément nos points de vue, et ce quels qu'en soient les auteurs, mais nous paraissent toujours comporter des éléments susceptibles d'enrichir nos réflexions et pratiques. »*

Citoyens éclairés, dirigeants informés ou décideurs experts ?

Les [textes précédents](#) ayant traité de la critique des sociétés hiérarchiquement organisées et du souci de rétablir l'égalité des citoyens ont dû dénoncer les travers d'idéologies prônant depuis des décennies le rôle du « mérite », idéologies aux buts inavoués mais puissants consistant à justifier les inégalités énormes de revenus. La recherche de l'égalité économique ne pouvant se dispenser d'analyses de l'organisation du travail, il a été à plusieurs reprises question de la polyvalence des tâches et de la faisabilité de la rotation de celles-ci.

Il était logique, dans ces discussions, de rappeler une condition primordiale de réalisation de ce projet sociétal : la restriction radicale des activités du marché. Corrélativement, et en rappelant la supériorité éthique et économique de la valeur d'usage vis à vis de la valeur d'échange, nous avons été amenés à concevoir des rapports sociaux dans lesquels la vie productive ferait l'objet d'une concertation des citoyens. D'où la question suivante : comment l'avis des citoyens se situe-t-il par rapport à celui des « experts », la notion d'expertise étant consacrée dans la société actuelle mais révisable à certains moments selon nous.

La proposition préluant à ce questionnement sur les liens citoyens/experts a trait au rapport producteurs/consommateurs. En effet, tout producteur est également consommateur et le déséquilibre économique actuel vient en partie de l'incompréhension de cette donnée ; le bas coût recherché par le consommateur peut arriver à étrangler le producteur. Et, la conception la plus appropriée est sans doute celle préconisée par des auteurs lucides en la matière ; rappelons ici celle de Michael Löwy (dans « Autogestion, hier, aujourd'hui, demain », Eds Syllepse 2010) : la production et la consommation doivent être organisées rationnellement par l'ensemble de la société, soit la population productive et « non productive » : étudiants, jeunesse, femmes et hommes au foyer, retraités etc. Selon cet auteur, « l'ensemble de la société sera libre de choisir démocratiquement les lignes productives à privilégier, et le niveau des ressources qui doivent être investies dans l'éducation, la santé ou la culture ».

Evidemment, dans la société dans laquelle nous vivons actuellement qui correspond à une « démocratie d'opinions » opinions non étayées par les informations pertinentes (et même désinformées à dessein), cette proposition peut paraître incantatoire. Néanmoins, elle est lucide pour trois raisons : d'une part, le processus de décision

démocratique, en dépit de ses failles actuelles par manque d'informations, est sans doute moins dangereux que la dictature de bon nombre d'experts voulant flatter le marché impitoyable ; d'autre part, la lucidité exige, dans la conception d'un projet de société, de tenir compte - non de l'existant - mais d'un changement radical de moyens d'informations à délivrer au peuple. Enfin, il est clair que le dialogue citoyens/experts peut et doit s'instaurer et ce rapport n'est d'ailleurs pas le même selon le type de décisions à prendre et le contexte dans lequel il s'installe.

Quelques exemples ont illustré, lors de nos rencontres, ces différentes significations que peuvent prendre les rôles respectifs des citoyens et des « experts ».

Lorsqu'il s'agit d'expertise scientifique, le premier réflexe de l'opinion est d'accréditer la référence de l'expert. Mais en réalité le processus de décision comprend deux phases ; celle de l'information scientifique proprement dite et l'impact sur la société de la donnée scientifique. Ainsi, les dernières découvertes relatives à l'aspirine efficace dans la prévention de certains cancers, dans l'hypothèse bien sûr où ces résultats seraient répliqués, confortés et dont les conditions de prescription donneraient lieu à un travail rigoureux et indépendant par des scientifiques intéressés, poseraient néanmoins dans une seconde phase le problème d'une décision citoyenne relative aux bénéficiaires de cette prévention puisque chacun de ces types de problèmes appelle l'examen des budgets nécessaires, celui du rôle des remboursements qui est lui-même lié à l'examen des divergences de situation selon les différences de condition sociale.

Le cas des OGM alimentaires a depuis longtemps fait l'objet de polémiques ; en réalité, la population a été sciemment maintenue dans l'ignorance non seulement des différentes catégories d'OGM ; et des expertises, d'ailleurs incomplètes, n'ont déclenché des polémiques que dans un milieu scientifique dont une partie des participants collaborent avec les multinationales aux intérêts financiers énormes. Quoi qu'il en soit de la désinformation entretenue pour cause d'incompréhension possible de la technicité scientifique, le citoyen pourrait avoir accès sans problème aux désordres engendrés dans certains pays (voir le cas historique de l'Argentine) par la monoculture intensive rendue possible par les OGM et en vue d'exportations massives de soja, monoculture ayant entraîné l'appauvrissement des sols et une malnutrition de la population. Faut-il entrer dans l'intimité des processus biologiques pour comprendre l'impact dramatique de la culture OGM dans le cas Argentin ? La réponse est évidemment non. Pour d'autres éléments touchant les OGM (notamment les conséquences sanitaires et aussi la perte d'autonomie des paysans obligés de recourir aux seules semences commercialisées), la discussion est en grande partie politique ; elle n'est pas exclusivement scientifique et doit relever de politiques élaborées avec les populations concernées. D'une façon générale, les questions technologiques y compris celles de pointe, interpellent le citoyen. Si les experts scientifiques démontrent l'intérêt de nano technologies dans le domaine des avancées chirurgicales, on ne voit pas comment le citoyen pourrait se prononcer négativement. En revanche, si ces mêmes technologies risquent de desservir la démocratie en favorisant les contrôles excessifs d'identité, le recours aux citoyens est nécessaire.

Dans les exemples précédents, on voit à quel point la fabrication de produits dépend de la définition d'un type de société dans laquelle l'expertise et la citoyenneté sont complémentaires.

Il est des domaines qui touchent également la définition des besoins individuels et collectifs mais où l'expertise apparaît artificiellement définie en vue de valoriser des intérêts particuliers. L'exemple devenant tristement célèbre des Jeux Olympiques d'Hiver d'Annecy 2018 est caractéristique. Si des sportifs de haut niveau peuvent amener une contribution à la conception du déroulement des épreuves, il reste qu'en amont lorsqu'il s'agit d'évaluer la pertinence de la tenue des Jeux en 2018, leur compétence sportive ne leur confère pas la compétence nécessaire pour engager l'avenir d'une ville et d'une région. Financièrement, écologiquement et d'un point de vue éthique, leur contribution, non seulement est injustifiée mais confisque le rôle des citoyens à qui paradoxalement on ne demande rien !

Au cours de nos dernières séances de réflexion, nous avons évoqué la définition des besoins dits « élémentaires »,

comme le besoin de manger, de se loger, de se vêtir, de se soigner et de se cultiver. Il restera à analyser la définition des besoins qu'on pourrait appeler « supplémentaires » que, malhonnêtement, certains politiques acceptent sous couvert de liberté d'assimiler à la part de rêve des individus. La réalité est plus complexe puisque le rêve des uns peut devenir le cauchemar d'un autre échantillon, généralement plus large, de la population. Un exemple marquant a été posé : les individus ont-ils « besoin » de téléphones portables capables de prendre des photos ? Quels sont les arguments sérieux en faveur de ce gadget ? Comment considérer le sort de populations lointaines (mais leur éloignement ne devrait pas occulter le scandale) qui acceptent, moyennant des salaires de misère, d'extraire des composants toxiques (à mains nues) de type métaux lourds utilisés dans ces appareils, comment ne pas considérer cette façon d'évacuer nos déchets comme profondément révoltante ?

La publicité et tous les discours valorisant la compétitivité inventent des besoins qui n'en sont pas. Si l'on peut admettre que le terme « décroissance » beaucoup trop vague ne convient pas au projet qui serait le nôtre, au moins faut-il dénoncer l'acharnement actuel des pouvoirs en place à prononcer le mot « croissance » en guise de slogan comme si le productivisme de plus en plus échevelé correspondait à un progrès, ce dernier concept ne pouvant être discuté par les citoyens jugés implicitement incapables d'en débattre.

Il est plus qu'urgent d'admettre que les besoins doivent faire l'objet de définitions abordées par les citoyens eux-mêmes. La population doit se prononcer sur la gratuité des transports, sur le soutien apporté à l'énergie solaire, sur la réduction du temps de travail dans la mesure où justement cette réduction favorisera l'invention de modes de participation à la vie collective. La liste n'est pas exhaustive. Actuellement, les intéressés doivent plier devant des décisions prises au dessus d'eux, et comme le développe Frédéric Lordon (dans « La crise de trop » Ed Fayard 2009), la situation actuelle est de nature médiévale. A tous ceux qui se gargarisent de mots en appelle à « l'humanisme d'entreprise », il faudra demander « Qui décide ? ». L'auteur s'insurge : « Qui décide le niveau des salaires et celui des effectifs ? » ; nous y ajoutons ce qui y est intrinsèquement lié : Qui décide de ce qu'il faut produire ? L'ajout chez F. Lordon est le suivant : « Qui décide quand un site est fermé, qui décide de qui va faire quoi et à quelle cadence, qui décide de garder ici ou de reclasser à cent kilomètres ? »

On sent très bien qu'il sera utile de poursuivre le travail de réflexion sur le difficile sujet de la planification démocratique. Cette dernière associée au contrôle public des moyens de production est indispensable ; et tout le travail sera de compenser le discours ambiant réducteur et mensonger qui feint de confondre ce projet avec l'ancien système soviétique.

Le travail sera, théoriquement parlant, double. Il conviendra tout d'abord de reprendre le concept d'autogestion abordé déjà dans un premier texte plutôt orienté vers les aspects historiques de la notion. A titre de projet, il apparaît alors important d'analyser comment les structures autogérées aux différents niveaux (local, régional, national) doivent considérer les délégations : la prise de décision par les citoyens peut-elle s'articuler et comment avec un contrôle strict des délégués par leurs électeurs respectifs ? Comment, en suivant en cela les préconisations de M. Löwy, aborder la gestion des négociations entre les unités de production existantes et les conseils de consommateurs ? Comment imaginer un compromis entre des éléments opposés : le bénéfice tiré de la continuité liée au temps passé en place par un dirigeant et l'inconvénient d'un manque de rotation des personnels responsables (voir F Lordon encore à ce propos) et donc d'une propension à la permanence des postes de pouvoir ? Comment imaginer la question d'une période transitoire où se posera celle de l'équilibre entre les mécanismes de marché et ceux de la planification ? Et comment imposer progressivement une planification plus importante ; c'est dans cette seconde phase que s'exprimera nettement l'opposition à la valeur d'échange. Le deuxième point théorique essentiel que nous devrions donc traiter en urgence est celui de la valeur et des théories qui lui sont associées. Cette partie forcément technique ne devrait cependant pas nous rebuter étant donné l'importance des enjeux et le fait qu'il s'agit d'un noeud crucial dans la conception de nouveaux rapports sociaux.

DERRIERE LE RIDEAU DE L'EXPERTISE

Un pouvoir stable a besoin de se justifier

La question posée est de savoir si un système de « hiérarchie » (salaires, revenus, politiques, sociales, etc.) peut exister dans un système d'autogestion, ou de démocratie réelle.

Les tenants de la hiérarchie justifient celle-ci par divers arguments : c'est la seule structure « logique », « rationnelle », « économique ».

Mais « que signifie, socialement, le système hiérarchique ? Qu'une couche de la population dirige la société et que les autres ne font qu'exécuter ses décisions ; aussi, que cette couche, recevant les revenus les plus grands, profite de la production et du travail de la société beaucoup plus que les autres. Bref, que la société est divisée entre une couche qui dispose du pouvoir et de privilèges, et le reste, qui en est dépossédé. »

Si nous acceptons cette logique, il devient ridicule de se demander : est-ce que l'autogestion, est-ce que le fonctionnement et l'existence d'un système social autogéré sont compatibles avec le maintien de la hiérarchie ? Nous voulons une société autogérée ; mais qu'est-ce que cela veut dire ? Une société où toutes les décisions sont prises par la collectivité qui est, chaque fois, concernée par l'objet de ces décisions. Où ceux qui accomplissent une activité décident collectivement ce qu'ils ont à faire et comment le faire, dans les seules limites que leur trace leur coexistence avec d'autres unités collectives.

Mais que signifie décider ? Il s'agit de décider soi-même. Ce n'est pas laisser la décision à des « gens compétents », soumis à un vague « contrôle ». Ce n'est pas non plus désigner les gens qui vont, eux, décider. Certes, la désignation de représentants ou de délégués par les différentes collectivités, sera, dans une foule de cas, indispensable. Mais elle ne sera compatible avec l'autogestion que si ces délégués représentent véritablement la collectivité dont ils émanent, et cela implique qu'ils restent soumis à son pouvoir. Ce qui signifie aussi que celle-ci, qui les élit, peut aussi les révoquer chaque fois qu'elle le juge nécessaire.

Donc, en autogestion, pas de hiérarchie de commandement formée par des « gens compétents » et en principe inamovibles, ou des représentants inamovibles (même si élus pour un temps au départ), sans un vrai contrôle de la collectivité qui élit ses délégués.

Ensuite, décider, c'est décider en connaissance de cause, ce qui signifie formation et information, pour une décision collective. Il faut donc que la collectivité dispose de toutes les informations pertinentes, mais aussi qu'elle puisse définir les critères à partir desquels elle décide ; ce qui veut dire formation de plus en plus large.

Or, une hiérarchie du commandement implique que ceux qui décident possèdent - ou prétendent posséder - le monopole des informations et de la formation, et qu'ils y ont un accès privilégié. Dans ce système, toutes les informations montent de la base au sommet, et toutes les décisions descendent du sommet à la base qui n'a qu'à les exécuter.

Il s'agit donc de voir comment disposer des informations pour bien décider, et comment apprendre à décider. C'est un travail à long terme de formation, de conscientisation. Car un autre aspect apparaît dans la hiérarchie de commandement : la nécessité d'organiser la contrainte, pour que les décisions prises au sommet soient correctement exécutées. Cette contrainte est nécessaire parce que les exécutants ne comprennent pas toujours le sens des décisions, qu'ils ne sont pas impliqués dans les choix faits, ni même consultés dans ces choix. Bien évidemment dans toute société d'autogestion, la discipline s'impose : discipline décidée par qui, imposée par qui, dans quel but ou objectif ?

Autre aspect du débat : autogestion, compétence et décision. Il s'agit ici des fonctions de décisions, réservées à la hiérarchie formée et informée, et « compétente ». Pourquoi le « savoir et la compétence » seraient réservés à une

élite, et pas partagés démocratiquement par toute la collectivité, à ses différents niveaux de décision ? Savoir et compétence sont indispensables, non réservés à une minorité qui décide en fonction de « ses » critères, et en fonction d'avis d'experts. Car personne ne peut tout connaître des tenants et aboutissants d'une décision surtout si elle est complexe, comme c'est de plus en plus le cas dans notre société. Le partage démocratique des savoirs et des compétences permet une confrontation des solutions possibles, et le choix démocratique entre tous. Dans le même temps, la rationalité est indispensable, ce qui suppose une coordination « horizontale » des services et des différents lieux de concertation. Les spécialistes - ceux qui prétendent tout savoir sur un sujet - doivent confronter leur savoir avec celui des exécutants qui souvent en savent autant à partir de leur pratique. Et donc, c'est ensemble que la meilleure décision rationnelle peut être prise.

Ce qui induit l'exigence de bien préciser le rôle et la place des hommes dans la production, dans la décision, dans le fonctionnement démocratique de l'autogestion. Question fondamentale, car elle implique une visée sur l'Homme et sur l'avenir de la société que l'on veut bâtir ensemble. « La logique d'une société autogérée est celle de la libération des hommes et de leur développement » : durée du temps de travail, réaménagement des conditions de travail, de transports, de loisirs, de relations sociales, etc. « Cela, seuls les hommes et les femmes formant la société peuvent le décider et personne à leur place. »

Le débat débouche naturellement sur la question : autogestion et hiérarchie des salaires et des revenus. Mais y a-t-il des critères objectifs pour fonder une hiérarchie des rémunérations ?

Le système actuel allie hiérarchie de commandement et hiérarchie des salaires et des revenus. Ce qui est « sa logique », pour pouvoir se reproduire, et garder le pouvoir de décision, en ayant soin de permettre à quelques-uns des couches inférieures d'y monter, pour sauvegarder l'apparence de l'ascenseur social. On met donc en évidence le travail et la compétence, ou les capacités, de ceux qui peuvent accéder à ces échelons de décisions et de commandement..

Dans l'autogestion, la motivation au travail et la production pour les besoins de la collectivité sont des critères de base pour la répartition des richesses (salaires et rémunérations). Il ne s'agit pas d'une hiérarchie basée sur la lutte sans merci de chacun contre tous les autres, mais d'une recherche démocratique d'une autre répartition des richesses produites par la société : besoins essentiels - comment les définir ? - partage des ressources, accès à la formation, organisation des temps de vie (travail, loisirs, vie familiale, possibilité de temps pour des responsabilités locales, ou plus large, et ceci en tous domaines, etc.). En d'autres termes, « les bulletins de vote de chacun doivent avoir le même poids ; et ici les bulletins de vote sont les revenus. Ce qui induit des choix de ce que l'on va produire, pour la satisfaction des besoins de tous et non d'une minorité privilégiée. »

« La suppression de la hiérarchie des salaires est donc le seul moyen d'orienter la production d'après les besoins de la collectivité, d'éliminer la lutte de tous contre tous et la mentalité économique, et de permettre la participation intéressée, au vrai sens du terme, de tous les hommes et de toutes les femmes à la gestion des affaires de la collectivité. »

A la fin de ce travail de lecture et de proposition d'éléments de réflexion, il apparaît très clairement que ce texte de base - qui date de 1974 - exigerait aujourd'hui un complément : quelles priorités dans les choix de production et de consommation dans un monde fini, où nous savons que les gisements fossiles ne sont plus renouvelables, et que la « croissance uniquement comme critère économique » est une aberration.

Un texte précédent intitulé « L'homme d'abord, la Nature ensuite », pourra être lu ici avec profit.

COMMENT PENSER LA PRODUCTION DANS UNE SOCIÉTÉ ECOSOCIALISTE ?

Que le productivisme puisse se rapporter à la fois du système capitaliste ou à celui communiste semble avéré. Mais ces deux systèmes ont montré leur limites, entre autres : guerres pour l'un, population muselée pour l'autre.

Alors même si nous nous voulons quelque peu provocateur, nous savons tous qu'il existe une autre voie : celle de l'écologie, celle de l'écologie politique !

A l'ère de l'information : radio, TV, Internet et du transport de masse : voitures, trains, avions les questions brûlantes sont celles du changement climatique et toujours malheureusement de l'alimentation.

Il nous faut donc changer de système de production et changer l'organisation du travail, nous rapprocher vers plus d'autogestion.

En effet si une certaine décroissance peut-être souhaitable celle-ci ne peut répondre à tous les défis qui nous sont lancés. S'il faut de la géo ingénierie pour lutter contre l'effet de serre ou de l'imagerie médicale pour détecter les nouvelles pathologies, alors de l'industrie est encore nécessaire !

Les solutions ne pourront pas venir de quelques experts ou superordinateurs, tout citoyen devra s'impliquer.

Voilà pourquoi la question du productivisme à l'ère de l'information semble être une bonne question et mériterait si ce n'est un débat : un approfondissement.

Car la décroissance peut très bien s'accommoder d'une décroissance économique générale sans droits nouveaux sous prétexte d'écologie bien sûr.

Qu'une société puisse passer d'une période de production essentiellement matérielle à une autre période de production immatérielle pourrait contribuer à résoudre le problème de la finitude des ressources « naturelles ».

Reconnaissons que la question n'est pas simple. Mais pour éviter un malentendu, affirmons que si nous sortons aujourd'hui du modèle néo-libéral, économiste et mondialiste il ne s'agit en aucun cas de sortir de tout modèle productif explicitement élaboré. Il convient d'inventer un modèle à la fois productif et écologiste... En effet aujourd'hui l'écologie tourne avant tout à la sauce marchande. Hier combattue, aujourd'hui encensée, demain oubliée

En fait il y a au moins quatre notions différentes qui ne se rapportent pas à la même chose, et qu'il convient de bien définir :

- Production/ industrie (chacun ayant un sens « large » et un sens « économique »)
- Productivisme
- Décroissance/alter croissance
- Travail (là aussi avec un sens large et anthropologique et un sens capitaliste) Partons du productivisme tel que Wikipédia ([les deux prochaines citations] le définit. Wikipédia n'est pas une source sacrée, mais il constitue une base commune (le site est populaire). Â« Apparu au début du XXe siècle, le productivisme se définit selon le Dictionnaire historique de la langue française comme « un système d'organisation de la vie économique dans lequel la production est donnée comme objectif premier ». Il ne doit pas être confondu avec la recherche de la productivité. Â» Il ne faut pas le confondre non plus avec la recherche de plus ou moins de production. En l'occurrence, dans nos sociétés, on dirait plus de production. Encore faut-il se demander : production de quoi ? Et si toutes les productions rentrent dans le calcul du PNB, ou même si tous les produits humains sont susceptibles de correspondre de manière intéressante aux indicateurs économiques (songeons à l'art, l'entraide,

les oeuvres de « culture » en général, etc.)

« Le développement technique industriel tend à accroître la production de façon considérable depuis la Révolution industrielle. Le productivisme a été longtemps accepté par l'ensemble des acteurs politiques, aussi bien dans les pays soviétiques que les pays occidentaux. Dans ces deux options économiques et politiques, la personne productiviste perçoit l'accroissement de la production humaine comme la voie naturelle de l'Humanité au sens où elle est complètement liée à la notion de « progrès » (Max Weber donne des éléments sur les origines de cette manière de concevoir la société humaine). De fait, les gains de « productivité » (qui est la production par unité de temps) sont investis non dans la mise à disposition de davantage de temps libre pour les individus composant la société, mais dans l'utilisation de ce temps libéré pour produire encore davantage de biens. L'écoulement de cette production toujours croissante conduit au développement du consumérisme. Ainsi, dans la société productiviste, l'individu n'est perçu que comme un producteur/consommateur, ce qui montre que le productivisme relève d'un paradigme plus global qui est celui de l'ère industrielle : « l'économisme » . »

Le lien intime et indépassable entre productivisme et consumérisme, entre productivisme et économisme mérite qu'on s'y attarde.

Le productivisme implique nécessairement une économie de l'offre. Il ne s'agit donc pas tant de répondre à des besoins socialement validés, mais de sans cesse en créer de nouveaux quelque soit le contenu. Car ce système économique ne survit que dans un accroissement perpétuel de marchandises et de services, ou de la valeur monétaire de la production (mais dans ce dernier cas on est à la limite du productivisme et d'un autre système peut-être encore plus inique). D'où le consumérisme et l'importance de la publicité ! Car le but est tout de même de donner accès à la marchandise au plus grand nombre, sans cela on a des crises de surproduction.

Mais se soucier si peu, par principe, du contenu de la production doit nous interroger sur le gaspillage de la puissance productive. En effet, en devant produire tout et n'importe quoi, par les pseudo lois d'un marché libre et non faussé (en fait servile et toujours « faussé » à l'avantage de certains) et les trésors d'ingéniosité de l'abrutissante ingénierie publicitaire, sans doute perd-on de nombreuses occasions de produire des biens et des services désirables. Mais le capitaliste rétorquera que nous avons besoin de publicitaires pour apprendre à vouloir ! Laissés à nous-même, nous nous replierions dans nos maisons de carton, vivotant, justes et spartiates, écologistes et misérables, comme dans la ruche vertueuse de Mandeville. Plus abstraitement, le productivisme ne se développe que sur l'économisme. Et l'économisme est une doctrine qui entend intégrer tout phénomène social dans le procès économique. L'économie est ainsi la forme unique de la raison. La politique n'est qu'une pré économie rationnelle, une phase de l'histoire où les décisions et les orientations n'étaient pas optimale car polluées par des considérations « idéologiques » et non pas seulement déduites des « lois du marché ». Comme dans cette logique le progrès est équivalent de l'accroissement infini de la production, on peut en conclure plusieurs choses :

- Le productivisme est une forme d'économie hégémonique qui ne peut survivre que par son développement infini.
- Le productivisme implique l'économisme. De l'alliance intime des deux concepts se déduit l'idée que la pensée économique est la forme ultime de la raison, que l'émancipation humaine peut se réduire au développement de la production donc de la consommation. Que seul un accroissement sans fin de la production engendre ce que l'on appelle communément progrès (accroissement de l'espérance de vie en santé, liberté, bien-être, science etc.) Ainsi, on a une marche ascendante de l'histoire humaine selon le niveau de production. Par la suite on pourra aisément appliquer cette pensée économique à « l'économie de l'intelligence et du savoir ». Production plus immatérielles mais toujours dans l'esprit (réducteur et inégalitaire) de l'expansion capitaliste infinie.

Cette manière de concevoir l'histoire est clairement contestable. Elle est traversée par une dimension politique et morale (il y a derrière une vision de la vie bonne et de la meilleure société, une opinion politique en un sens) C'est

par ailleurs une idée issue des sociétés productivistes (imaginaire capitaliste, qui eut ses lettres de noblesse au moment de la grande pensée libérale du XIX siècle) Aujourd'hui la question de l'écologie oblige les défenseurs du productivisme à des contorsions et des « solutions » plus que douteuses.

Aujourd'hui l'idée est de penser le progrès, quelque soit la représentation qu'on s'en fait (et cela implique que le contenu de nos représentations concernant la justice, la démocratie, etc. s'affaiblissent grandement) comme déterminé, conditionné, subordonné au développement (capitaliste ici) de la production. C'est le fameux renversement des « chiens de garde » Sorman, Attali, Marseille etc. qui nous affirment qu'il n'y a pas de progrès social sans progrès économique... et pas de progrès économique sans baisse des impôts pour les entreprises et les financiers. Le penseur « sérieux » de cette idéologie est John Rawls, pour qui est juste une société inégalitaire si le dernier de ses membres voit son niveau de vie augmenter plus vite que dans une société égalitaire : qu'importe alors les différences entre les individus ou les classes sociales. On voit quel contenu doit avoir le concept de justice pour s'accorder à cette vision !

Enfin, pensons que toute production n'entre pas forcément dans le domaine de l'économie et du travail au sens strict. Nombre de choses importantes et belles (solidarités, arts, oeuvres destinées à la famille, aux amis, à la collectivité se réalisant dans le cadre des loisirs...) indispensables à la société et à son humanité, sortent ou gagneraient à sortir du champ économique ou du travail au sens traditionnel de ces termes. De cette manière, il est possible d'envisager les problèmes de la croissance et de la décroissance sur une base plus claire.